

Alors que l'ONU s'était félicitée de la diminution de l'extrême pauvreté de moitié, la pauvreté, elle, aurait au contraire augmenté depuis 1990. Tout dépend des critères retenus

Pauvreté: la misère des indicateurs

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Développement ► Eradiquer l'extrême pauvreté et réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Tels sont les deux premiers buts que se sont fixés les Nations Unies d'ici à 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable (Agenda 2030). Est-ce réaliste? Tout dépend de la façon dont seront calculés les résultats!

En 2015, l'ONU avait annoncé avoir atteint sa cible fixée en l'an 2000: l'extrême pauvreté avait été réduite de moitié. Pourtant, son mode de calcul est largement contesté aujourd'hui. Non seulement, il n'est pas aisé de mesurer la pauvreté, mais la méthode choisie peut répondre avant tout à des considérations idéologiques et politiques. Selon le multimilliardaire Bill Gates, s'appuyant sur les chiffres de l'ONU, le monde n'a jamais été meilleur qu'aujourd'hui. Selon d'autres voix critiques, la pauvreté a en réalité progressé depuis les années 1980. Où est la vérité? *Le Courrier* a voulu en savoir davantage en interrogeant Sabin Bieri, chercheuse au Centre pour le développement et l'environnement de l'université de Berne. La spécialiste était invitée récemment à Genève dans le cadre d'une table ronde consacrée à la lutte contre la pauvreté, organisée par la Fédération genevoise de coopération.

L'ONU s'était félicitée de la réduction de l'extrême pauvreté de moitié (Objectifs du millénaire). Est-ce que cela correspond à la réalité des faits? Sabin Bieri: Si l'on prend le critère qu'elle a choisi pour l'évaluer (élaboré par la Banque mondiale), à savoir un revenu de 1,25 dollar par jour pour vivre (1,9 à partir de 2005), c'est effectivement le cas, en pourcentage de la population mondiale.

Et si une personne passe à trois dollars par jour, cela ne signifie pas que sa qualité de vie se soit vraiment améliorée. De surcroît, la majeure partie de cette réduction de l'extrême pauvreté a été réalisée en Chine, surtout dans les années 1990. Si on enlève la Chine de l'équation, la réduction de l'extrême pauvreté a été beaucoup plus modeste, et très inégale selon les continents

La diminution de la pauvreté a surtout eu lieu en Chine et ailleurs en Asie de l'Est, où les recettes néolibérales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale n'ont pas été appliquées.

KEYSTONE



diale. Mais pour arriver à ce résultat, la Banque mondiale a dû modifier quelques critères, comme considérer la situation à partir de 1990 et pas de 2000.

Ce critère de 1,9 dollar par jour pour évaluer l'extrême pauvreté est-il pertinent justement?

Ce chiffre est trop bas. Il a été choisi en fonction de quinze pays parmi les plus pauvres du monde, tout en étant pondéré dans une certaine mesure par le pouvoir d'achat dans chaque pays. Ce seuil n'est vraiment pas adapté à tous les pays.

Et si une personne passe à trois dollars par jour, cela ne signifie pas que sa qualité de vie se soit vraiment améliorée. De surcroît, la majeure partie de cette réduction de l'extrême pauvreté a été réalisée en Chine, surtout dans les années 1990. Si on enlève la Chine de l'équation, la réduction de l'extrême pauvreté a été beaucoup plus modeste, et très inégale selon les continents



«Ces chiffres sur l'extrême pauvreté sont utilisés pour justifier l'ordre mondial actuel»

Sabin Bieri

et les pays. On ne peut donc plus s'en prévaloir comme un succès de la politique internationale! L'extrême pauvreté a beaucoup augmenté en Afrique sub-saharienne en particulier.

Tout cela est-il vraiment utile alors?

Il est pertinent de parvenir à une comparaison globale de la pauvreté. Je vois surtout comme un progrès le discours public qui a émergé dans le cadre de ces Objectifs du millénaire. La réduction de l'extrême pauvreté est devenue une préoccupation centrale. La communauté internationale ne l'accepte plus. Un débat s'en est suivi. Accepte-t-on de calculer l'extrême pauvreté de cette manière? Comment faire autrement? C'est là que j'y vois un succès.

Dans ses travaux, le chercheur britannique Jason Hickel considère que la Banque mondiale et l'ONU ont choisi

ces chiffres à des fins idéologiques et politiques pour justifier les politiques néolibérales imposées aux pays du Sud depuis la fin des années 1980. Qu'en pensez-vous?

Ce n'est pas loin de la réalité. Ce sont des choix politiques qui ont présidé à la construction de cet indice, et son évolution dans le temps. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont mené des politiques d'austérité très dures qui ont été vertement critiquées. Si on avait montré que la pauvreté avait augmenté dans le même temps, cela aurait questionné l'efficacité de ces mesures. Au-delà, ces chiffres sur l'extrême pauvreté sont utilisés par nombre de personnalités, comme le professeur de l'université d'Harvard Steven Pinker pour justifier l'ordre mondial actuel.

Certains experts en développement considèrent qu'il faudrait retenir le seuil de

7,4 dollars par jour pour mesurer la pauvreté. A cette aune, si l'on retire les performances de la Chine, non seulement la pauvreté absolue depuis 1981, mais elle serait restée stable en proportion de la population mondiale, à environ 60%, est-ce exact?

Oui c'est juste. Nombre de pays ont fait en sorte que leurs citoyens puissent vivre avec un peu plus de 2 dollars par jour, mais cela ne signifie pas qu'ils aient vraiment augmenté leur standard de vie. Et le plus grand souci est que les inégalités ont augmenté depuis les années 1990.

Une mesure plus correcte de la pauvreté existe: l'Indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM). Qui l'a développé et comment est-il utilisé aujourd'hui dans le monde?

Cet indice a été créé à l'université d'Oxford. Adapté par l'ONU en 2012, il est composé de trois dimensions: santé, éducation et standard de vie, chacune représentée par plusieurs indicateurs: le niveau de nutrition, la mortalité infantile, années d'école et présence à l'école, et le niveau de logement, l'existence de sanitaires, l'accès à l'électricité, à l'eau potable, etc.). L'indice reste suffisamment simple pour permettre une comparaison au niveau mondial et évaluer l'évolution dans le temps. Cela nous donne une meilleure idée de la réalité, notamment pour les pays les moins avancés. Cela permet en théorie de mieux orienter les politiques. I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Vers un Agenda 2030 plus nuancé

Les Objectifs du développement durable de l'ONU, l'Agenda 2030, prennent en compte ce nouvel indice, l'IPM. D'ici à dix ans, devrait-on être mieux informé de l'ampleur réelle et de l'évolution de la pauvreté?

Oui, et surtout savoir plus précisément quels sont les manques les plus importants et estimer l'intensité de la pauvreté. Cela donne aussi aux États une motivation supplémentaire pour montrer les domaines dans lesquels ils ont réalisé des progrès. Des investissements dans l'éducation seront par exemple rendus visibles sur le plan international.

Quels critères l'ONU a-t-elle choisi pour son évaluer son objectif d'éradication de l'extrême pauvreté d'ici à 2030?

L'ONU combine différentes mesures: la proportion de la population vivant au-dessous de 1,9 dollar par jour, celle vivant au-dessous du seuil national de pauvreté (mesuré par chaque Etat, ndr), celle vivant dans la pauvreté selon l'IPM, et celle bénéficiant d'une forme de protection sociale.

Votre centre de recherche a lui-même mené une étude au Laos sur la base de

l'indice multidimensionnel. Quels en ont été les principaux résultats?

Oui nous avons mesuré l'IPM à trois moments précis dans le temps, séparés de cinq ans. C'est d'autant plus intéressant au Laos parce que ce pays a connu des taux de croissance économique de 7 à 8% par an. Or la malnutrition est restée très forte. Tout le monde ne profite pas du «développement économique». Dans certaines provinces, c'est surtout l'éducation qui continue à faire défaut, dans d'autres c'est la nourriture. Nous avons aussi démontré que là où le gouvernement avait massivement misé sur l'agriculture industrielle, dans le Sud du pays, en louant de grandes quantités de terres à des investisseurs étrangers, les promesses d'emploi et d'amélioration pour les communautés locales ne se sont pas réalisées. En revanche, dans le Nord, avec une stratégie de développement de soutien aux petits paysans, la pauvreté a été réduite.

Le nouveau message du Conseil fédéral sur la coopération internationale va-t-il dans la bonne direction concernant la lutte contre la pauvreté (lire notre

édition du 24 mai)?

Franchement, je suis déçue. Il ne se démarque pas de ce discours sur la croissance avant tout. Si on veut réduire la pauvreté en prenant en compte les limites environnementales de la planète, il nous faut d'autres moyens et être novateurs. En Afrique, ce ne sera pas à travers de l'emploi que l'on va réussir à réduire la pauvreté à grande échelle. Les questions de la distribution des richesses et de la protection sociale pour tous doivent être posées partout.

La Direction du développement et de la coopération (DDC), l'organe principal de la coopération suisse, a, elle, une autre approche. Elle a elle-aussi adopté l'Indice de pauvreté multidimensionnel...

La politique de la DDC basée sur le principe «ne laisser personne de côté» me semble très bonne. En fait, c'est un tournant assez radical, qui reconnaît implicitement que se baser sur la croissance et la théorie du ruissellement ne fonctionnent pas. La DDC a compris que les programmes de développement conventionnels laissaient trop de monde sur le carreau. PROPOS RECUEILLIS PAR CKR

Programme néolibéral caché

«Des personnes souffrant de malnutrition ne sont-elles pas extrêmement pauvres?» interroge en substance l'anthropologue Jason Hickel, de la London School of Economics¹. Le chercheur relève que l'Organisation mondiale de l'alimentation chiffre le nombre de personnes souffrant de malnutrition à 2,1 milliards, et à 815 millions celles qui n'ont pas assez de calories pour mener une activité humaine «minimale». Pourtant, selon l'ONU, seuls 783 millions d'être humains seraient extrêmement pauvres. Ce n'est qu'une des incohérences que Jason Hickel pointe dans le discours de la Banque mondiale, repris à l'envi par l'ONU et nombre d'universitaires et de politiques. Pour lui, il y a clairement un agenda derrière ce *good news narrative* (récit de bonnes nouvelles), se prévalant de la diminution drastique supposée de l'extrême pauvreté, qui vise à légitimer l'ordre mondial existant et à prescrire la poursuite des politiques actuelles.

A ses yeux, il est un comble que la Banque mondiale justifie par là-

même les politiques néolibérales imposées depuis les années 1980 aux pays du Sud alors que les chiffres sur la pauvreté montrent en réalité leur échec: «La grande majorité des progrès ont été réalisés en Asie de l'Est. Or, les succès économiques de la Chine et des Tigres asiatiques sont dus à des politiques industrielles menées par l'Etat, le protectionnisme et la régulation», explique-t-il. Ailleurs dans le monde, alors que les programmes d'ajustement structurels du FMI étaient imposés à la majorité de pays du Sud, «entre 1980 et 2000, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté de 1,3 milliard, et leur proportion est passée de 62 à 68%», note l'universitaire. Le nombre de pauvres dans le monde est estimé à environ 4,2 milliards aujourd'hui selon le critère, retenu par Jason Hickel et d'autres experts, d'un revenu par jour inférieur à 7,4 dollars. CKR

¹Lire son analyse détaillée publiée le 4 février: www.jasonhickel.org/blog/2019/2/3/pinker-and-global-poverty, ainsi que son article dans *The Guardian*: *Bill Gates says poverty is decreasing. He couldn't be more wrong*